



## **Pour la Santé, la Sécu, le Progrès Social, Ensemble le 16 juin 2020**

En cette période de dé-confinement progressif du pays, de multiples problèmes sont posés pour l'ensemble de la population. Pour l'intersyndicale départementale 37, il n'est pas question de les remettre à plus tard ou de les évacuer au nom de la reprise économique comme le suggèrent déjà le MEDEF et le gouvernement.

Dans la sortie de crise sanitaire qui s'amorce, ils voudraient que tout redevienne comme avant ou pire. Des voix s'élèvent déjà chez les libéraux de tous poils pour augmenter le temps de travail ou reparler du fameux « coût du travail » comme un handicap majeur pour la compétitivité du pays.

Ils cherchent à instrumentaliser la crise pour imposer des reculs sociaux et notamment la baisse des salaires, puis l'austérité dans les dépenses publiques pour payer la dette.

Ces projets sont inacceptables !

Après avoir salué hypocritement celles et ceux qu'on nomme désormais « les premiers de corvées » ils vont encore plus les fragiliser et creuser les inégalités qui se sont amplifiées avec la crise sanitaire.

Alors que 450 milliards ont été dépensés pour aider les entreprises, l'annonce de restructurations et de suppressions d'emplois dans les entreprises privées, publiques comme dans les services publics sont inadmissibles. Une nouvelle fois, c'est au monde du travail que gouvernement et MEDEF veulent faire payer cette crise.

Au contraire, nous revendiquons :

- Une vraie rupture avec les politiques économiques et sociales,
- L'annulation de la réforme de l'assurance chômage et celle des retraites,
- L'augmentation des salaires,
- La reconnaissance des qualifications,
- Une réduction du temps de travail à 32 heures sans perte de salaire pour partager le travail et ainsi travailler tous et mieux,
- Des moyens à la hauteur des besoins pour les services publics et en particulier pour le secteur sanitaire et médico-social.

Nous réclamons la sortie de l'état d'urgence sanitaire.

Nous demandons l'abandon des contre-réformes de l'assurance chômage et de la retraite à points.

Ce sont des leviers essentiels pour la croissance, l'emploi et contre les inégalités.

Beaucoup de salarié-es luttent pour défendre leur emploi, leur santé, leurs conditions de travail, leurs droits dans de nombreux secteurs, tout comme les jeunes, les privé.es d'emplois ou les précaires encore plus fortement impactés. Les salarié-es de la Fonderie de Bretagne (56) chez RENAULT viennent de faire la démonstration, par la mobilisation, que des succès sont possibles.

**L'intersyndicale départementale 37 apporte son soutien :**

- A tous les travailleurs et toutes les travailleuses en luttés. Comme à Maubeuge (59) où la population s'est mobilisée aux côtés des salarié.es afin de revendiquer le maintien de tous les emplois, engageons-nous auprès de toutes celles et tous ceux qui luttent pour imposer d'autres choix.
- Aux manifestations contre les violences policières et contre le racisme, elle réclame la fin de l'état d'urgence et des restrictions sur le droit à manifester dans l'espace public.

Parce que la santé est l'affaire de toutes et tous, l'intersyndicale départementale 37 soutient les mobilisations en cours nommées « les mardis de la colère » dans la santé et appellent l'ensemble des citoyennes et des citoyens à prolonger leurs applaudissements en s'engageant dans ces mobilisations.

**La santé, la Sécu nous concernent tous et toutes !**

**Le mardi 16 juin, rassemblement et  
manifestation à 15h00,  
Place Jean Jaurès à Tours \***

*\*En respectant les distances physiques, port du masque conseillé*